

ASSOCIATION D'ENVIRONNEMENT
DU REVEILLON

HOTEL DE VILLE
45, Grande Rue
77150 FEROLLES-ATTILLY

Paris le 30 mai 2001
KB/01/112 JCL/PdV

Objet : Convention SERVON

A l'attention de Monsieur RIVIER

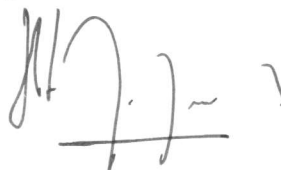
Cher Monsieur,

Je fais suite à la signature de la convention sus-référencée et vous confirme que le terrain de LESIGNY mis à la disposition des associations est cadastré section AO n° 14 pour une contenance de 30.819 m².

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie d'agréer, Cher Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Jean-Christophe LAURENT
Responsable du Développement



PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE

L'ASSOCIATION D'ENVIRONNEMENT DU REVEILLON, dont le siège social est en Mairie de FEROLLES - ATTILLY – 77150,

Représentée par Guy RIVIER, Président,

Ci-après dénommée « l'Association »,

D'une part,

ET

LA SOCIETE KAUFMAN & BROAD HOMES, domiciliée 33, avenue du Maine – Tour Montparnasse – 75015 PARIS,

Représentée par Jean-Christophe LAURENT, Responsable du Développement.

Ci-après dénommée « l'Aménageur ».

D'autre part.

A TITRE PRELIMINAIRE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'Aménageur a obtenu, le 5 janvier 2000, un permis de construire n°77.450.99.00016 portant sur 14 maisons individuelles, à édifier sur un terrain appartenant à la Commune, sis à SERVON (77170).

Ce permis de construire a fait l'objet d'un recours gracieux de la part de l'Association du Renouveau Servonnais, et d'un recours contentieux de la part de l'Association d'Environnement du Réveillon. Ces deux recours ont été introduits dans les délais légaux et soulevaient divers moyens, et notamment une irrégularité dans la procédure de déclassement du terrain d'emprise, inclus dans le domaine privé de la commune de Servon.

L'Aménageur a donc sollicité un nouveau permis de construire, après que la commune ait régularisé la procédure de déclassement du domaine communal.

Ce second permis de construire n° 77.450.00018 a été obtenu le 15 novembre 2000.

L'Association d'Environnement du Réveillon a notifié par courrier en date du 8 janvier 2001 un recours gracieux à l'encontre du permis de construire.



L'Aménageur a entrepris dès le 25 janvier 2001 une démarche de conciliation. Plusieurs réunions de concertation se sont tenues dans un climat constructif.

A la suite de ces réunions, les parties sont convenues d'apporter au litige exposé ci-dessus une solution amiable aux conditions suivantes :

ARTICLE 1

L'Aménageur prend l'engagement de compléter et d'améliorer le volet paysager contenu dans le permis de construire n° 77.450.00018. A cette fin, l'Aménageur a confié une mission spécifique à un écologue-expert et à un paysagiste. L'objectif est de redéfinir le volet paysager en intégrant une approche environnementale, afin de le rendre réglementaire et adapté au contexte paysager du projet.

Ce travail a été entrepris en collaboration directe avec l'Association. Le volet paysager modifié est annexé aux présentes.

ARTICLE 2

L'Aménageur est propriétaire d'un terrain de 30 819 m², sis à LESIGNY (77). Ce terrain est situé en limite de la forêt de Notre Dame.

L'Association a émis le souhait que ce terrain ne soit pas urbanisé, mais qu'il soit conservé à l'état naturel, compte tenu de la proximité du massif forestier, et de l'intérêt qu'il présente sur le plan environnemental.

L'Aménageur s'engage donc à ce que ce terrain ne soit pas urbanisé.

Au surplus, l'Aménageur s'engage à mettre ce terrain à la disposition ^{des Associations *} de l'Association. Les modalités de cette mise à disposition figureront dans une convention spécifique en cours d'élaboration.

ARTICLE 3

Tout projet de construction ou d'aménagement futur éventuel que l'Aménageur envisagerait de réaliser dans le périmètre d'intervention de l'Association fera l'objet d'une information préalable auprès de l'Association. A la demande de l'Association, le projet pourra faire l'objet d'une présentation, afin d'optimiser son intégration environnementale.

* Association du Village de Lesigny.

RENARD.

Association Seine et Marne de Sauvegarde de la Nature.

ARTICLE 4

En contrepartie des engagements consentis ci avant par l'Aménageur, l'Association s'engage à renoncer expressément et définitivement à tous les recours actuels et futurs contre le permis de construire n°77.450.00018, s'engage à ne pas transformer l'actuel recours gracieux en recours contentieux, et à se désister de toutes instances en cours dans le délai de huit jours des présentes, et à en justifier auprès de l'Aménageur.

De la même façon, l'Association renonce expressément à tous recours gracieux ou contentieux sur les éventuels permis de construire modificatifs à venir, pour autant que ces permis modificatifs n'aient pas pour but d'augmenter le nombre de maisons.

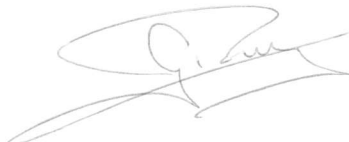
La demande de permis de construire modificatif déposée en février 2001 par l'Aménageur est annexée aux présentes.

ARTICLE 5

Tout litige afférent à la présente convention sera du ressort des tribunaux civils du siège de l'Association.

Fait à Servon, le 2 mai 2001.
En deux exemplaires originaux.

Pour l'Association d'Environnement du Réveillon, M. Guy RIVIER



Pour l'Aménageur, M. Jean-Christophe LAURENT

